

CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. **XII-bis**
N. **96**

DOCUMENTO DELL'ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE

Commissione Permanente
(Parigi, 16 marzo 1999)Documento 1638
L'ora della difesa
Piano d'azione proposto dall'Assemblea dell'UEO*Annunziata il 23 dicembre 1999*

Une occasion historique sans précédent s'offre à nous: celle de faire un pas décisif vers l'organisation de la défense en Europe, ce qui n'a pas été possible jusqu'à présent du fait que les conditions de base n'étaient pas réunies et que la volonté politique commune faisait défaut aux gouvernements européens.

Nous, parlementaires de l'Assemblée de l'UEO, membres de nos parlements nationaux, forts de la double légitimité que nous confèrent notre élection au suffrage universel direct et notre statut de représentants des Etats, et investis de l'autorité morale résultant de notre appartenance à une Assemblée qui a mené pendant 44 ans le débat public et assuré le contrôle dé-

mocratique au sein de l'UEO, nous proclamons que le moment est venu d'effectuer un saut qualitatif afin de donner à l'Union européenne une capacité politique et opérationnelle en matière de défense. L'année de l'instauration de l'euro peut être aussi celle de l'ébauche d'une défense européenne. C'est pourquoi nous exigeons des gouvernements qu'ils soient à la hauteur de ce rendez-vous de l'histoire, et qu'ils ne se dérobent pas devant leurs responsabilités.

Ce qui doit changer

Les crises en Bosnie, en Albanie et au Kosovo ont démontré (i) que les crises, les

guerres et la purification ethnique peuvent se produire en Europe, (ii) que les Européens n'ont pas été capables de faire face à ces crises avec autorité et efficacité. Cette situation ne peut plus continuer.

La faiblesse de l'Europe découle dans une large mesure du fait que les gouvernements européens se sont reposés totalement sur les garanties de sécurité que leur offraient les Etats-Unis, en particulier à travers l'OTAN. A tel point qu'il s'est créé une situation de dépendance et de déséquilibre très néfaste pour, l'Europe et même pour nos partenaires américains, qui nous ont invités instamment à partager plus équitablement le fardeau de la défense de l'Europe.

Nous estimons fondamental de maintenir, d'améliorer et d'élargir l'OTAN en tant qu'organisation essentielle de la défense et de la sécurité de l'hémisphère nord, mais il est nécessaire de rééquilibrer la situation afin que l'Europe joue le rôle qui lui revient au sein de l'OTAN et hors de l'OTAN, dans les institutions de l'Europe unifiée. Ceci implique que l'Europe se préoccupe davantage de sa sécurité.

L'Assemblée de l'UEO déclare qu'elle soutient sans réserve la consolidation et l'élargissement de l'OTAN, ainsi que l'adoption d'un nouveau concept stratégique approprié pour faire face aux nouveaux défis de l'avenir. Une OTAN que nous voulons forte et efficace, dans une conception multipolaire et non unipolaire de la géostratégie planétaire. Une OTAN qui soit une garantie de paix et de sécurité de l'Amérique et de l'Europe, et non l'instrument de la mondialisation ou le « gendarme » du monde. Une OTAN dans laquelle les Européens fourniraient une contribution plus importante et exerceraient des responsabilités accrues. Une OTAN, enfin, renforcée par la cohésion entre ses alliés transatlantiques et parfaitement compatible avec les structures européennes de défense et complémentaires de celles-ci.

L'indispensable défense européenne

L'Assemblée insiste donc avec force pour que l'Europe ait un instrument de

défense propre. Face à certaines crises la crédibilité politique et l'autorité diplomatique de l'Europe doivent être renforcées par une capacité réelle de pression militaire. L'Europe doit pouvoir intervenir militairement s'il le faut et avec efficacité. Cela veut dire que l'Europe doit avoir un dispositif propre fondé sur les structures opérationnelles et militaires de l'UEO; sinon, il n'y aura pas de défense européenne. L'heure est donc venue de prendre des décisions. L'Europe ne peut plus continuer à échafauder des hypothèses institutionnelles pour l'avenir. L'avenir n'attend plus.

L'Assemblée approuve pleinement l'approche de Saint-Malo selon laquelle c'est en premier lieu le Conseil européen qui, sur une base intergouvernementale, doit être doté de la capacité de décision et d'action nécessaire pour que l'Europe puisse assumer son rôle sur la scène internationale.

Saint-Malo est un premier pas. Mais il serait vain de bâtir l'Europe de l'euro si celle-ci est incapable d'assurer pleinement la paix, la sécurité et la liberté de ses citoyens. Pour ce faire, il est indispensable que tous les pays membres se mettent d'accord sur la spécificité et la finalité d'une Union européenne dotée d'une dimension de sécurité et de défense.

C'est pourquoi l'Assemblée de l'UEO demande instamment aux gouvernements membres de faire preuve de volonté politique et de passer à l'action, en s'appuyant sur un concept et des analyses solides, dans les limites qu'imposent la prudence et la faisabilité.

L'UEO est jusqu'à présent la seule organisation européenne de défense. Elle a accompli une longue et importante tâche. Elle est aujourd'hui en mesure, avec le Traité de Bruxelles modifié, de fournir à l'Europe des capacités de défense considérables. On le sait¹. Mais c'est sur l'Union

¹ L'ensemble des avantages que présente l'UEO sont développés plus particulièrement dans le paragraphe 40 du rapport sur l'UEO et la défense européenne: au delà d'Amsterdam (Document 1636, 15 mars 1999).

européenne que doit se greffer la nouvelle formule institutionnelle de la défense européenne.

Nous sommes d'accord sur le principe et nous voulons que l'UE conserve toutes les capacités qui sont aujourd'hui celles de l'UEO. Nous voulons aussi que, lors d'un processus de transfert de compétences qui sera long et complexe, l'acquis de l'UEO soit préservé. Il faut tenir compte de la complexité de l'opération. L'UEO peut encore résoudre beaucoup de problèmes; il faut donc envisager son transfert à l'UE comme un processus durant lequel elle pourra se révéler encore, pendant un certain temps, très utile et efficace.

Nous savons que la défense commune n'est pas pour demain. Il faut procéder par étapes, et nous en sommes à la première, celle qui consiste à commencer de bâtir un instrument de défense dans l'UE, en tirant parti de ce qui existe déjà.

L'Assemblée se prononce donc en faveur d'une intégration graduelle de l'UEO dans l'UE, pour que celle-ci devienne véritablement un instrument autonome de défense et de sécurité de l'Europe, et soit dotée d'une capacité de décision politique et d'une force militaire qui lui soit propre.

Nous proposons donc aux gouvernements européens membres du Conseil de l'Atlantique nord, du Conseil de l'UEO et du Conseil européen de veiller à ce qu'elle adopte,

Au Sommet de Washington

un nouveau concept stratégique qui, tout en renforçant le lien transatlantique:

préserve la fonction « essentielle » de l'Alliance, qui doit rester la défense collective de ses membres, mais y ajoute la participation à la gestion des crises comme fonction complémentaire;

assure que tout élargissement des compétences de l'Alliance respecte l'autorité ultime de l'ONU et de son Conseil de sécurité dans le domaine du maintien de la paix;

assure la parfaite compatibilité entre les structures euro-atlantiques et celles de la défense européenne;

garantisse le développement de l'identité européenne de sécurité et de défense au sein de l'OTAN;

veille à ce que les principes de Berlin et de Madrid en ce qui concerne l'IESD et la consultation, la coordination et la coopération entre l'UEO et l'OTAN soient ratifiés et applicables à la nouvelle formule institutionnelle qui se mettra en place autour de l'UE;

assure qu'après le Sommet de Washington, le processus d'organisation des structures politiques, juridiques et militaires se poursuivra afin que les moyens de l'OTAN puissent être utilisés pour des opérations exécutées sous le contrôle politique et la direction stratégique des Européens;

garantisse que l'accord-cadre sur le transfert des moyens de l'OTAN à l'UEO et les dispositions visant à constituer une chaîne de commandement européen au sein de l'OTAN conféreront une réelle autonomie aux Européens;

respecte le principe selon lequel, en cas de crise, l'Europe (UE/UEO) prend des décisions en dehors de l'OTAN sur les mesures qu'elle juge appropriées, même d'ordre militaire.

Ce qu'il faut faire à Brême et à Cologne

Tenir compte de l'entrée en vigueur du Traité d'Amsterdam avec la volonté:

de donner à l'CE la capacité et la responsabilité d'agir avec efficacité et de façon crédible dans le domaine de la gestion des crises, en plaçant tout d'abord l'UEO sous l'autorité du Conseil européen;

d'entamer un processus d'intégration progressive de l'ensemble des fonctions de l'UEO dans l'UE, dans le domaine intergouvernemental, soit dans un quatrième pilier, soit dans le cadre de la PESC;

de prendre les mesures nécessaires pour que ce processus se réalise sans abandonner ce que représente aujourd'hui l'acquis de l'UEO en la matière;

de conserver la clause d'assistance mutuelle prévue à l'article V du Traité de Bruxelles modifié, qui serait partie intégrante du Traité révisé sur l'Union européenne et non une simple option, objet d'un protocole séparé.

Il faut s'assurer que l'Union européenne, dotée d'une capacité autonome de décision et d'action, maintiendra une capacité opérationnelle propre, au moins équivalente à celle dont dispose l'UEO actuellement. Cela signifie qu'il est indispensable de préserver, dans le cadre de l'Union européenne, une capacité autonome d'analyse des situations, de renseignement et de planification semblable à celle fournie par le Centre de situation, la Cellule de planification, le Centre satellitaire et le Comité militaire de l'UEO, tout en conservant la possibilité d'avoir recours aux moyens de l'OTAN ou aux moyens nationaux ou multinationaux extérieurs au cadre de l'OTAN.

Actuellement, seule l'UEO fournit aux pays européens de l'OTAN non membres de l'UE et aux pays d'Europe centrale une possibilité concrète de participer à la formulation d'une politique européenne de sécurité et de bénéficier d'un espace européen de sécurité. C'est pourquoi il est impératif, lors du transfert des pouvoirs de l'UEO à l'Union européenne, que les pays membres associés et associés partenaires de l'UEO se voient garantir la plénitude des droits de participation dont ils bénéficient actuellement.

Il faut surtout maintenir le contrôle démocratique et le débat public que garantit la composante parlementaire, et ne pas éliminer cet apport de la nouvelle formule, étant entendu que notre Assemblée composée des représentants des parlements nationaux continuera d'exercer cette fonction.

Une perspective, un calendrier

L'Assemblée de l'UEO propose un processus cohérent, efficace et réalisable qui se déroulerait de la manière suivante:

Dans l'immédiat seraient jetées les bases d'un processus visant à:

donner au Conseil européen une véritable capacité militaire opérationnelle en lui transférant la capacité de décision et de commandement de l'UEO;

entamer le processus d'adaptation juridique et institutionnelle nécessaire pour que l'Union européenne puisse agir dans le domaine de la gestion des crises;

programmer l'intégration progressive de l'UEO dans l'UE;

donner aux nouvelles instances de l'UE la possibilité d'utiliser les moyens de l'OTAN.

A moyen terme:

réaliser l'intégration au fur et à mesure qu'existera un consensus pour transférer les différentes compétences et institutions de l'UEO à l'UE et que s'organisera la PESC;

A long terme:

parvenir à une défense commune, à une défense européenne dans l'UE, comportant l'articulation nécessaire entre l'UE et l'OTAN.

Réaliser une Europe capable de jouer le rôle que l'on attend d'elle au niveau international est une affaire de volonté politique. C'est cette volonté politique que nous exprimons, nous, membres de l'Assemblée. C'est pourquoi nous adressons ce message public à nos gouvernements. Il faut en finir avec les discours et passer

aux actes. Les citoyens ne veulent plus se laissez bercer de vaines promesses; ils ne veulent plus une Europe de la PESC et de la défense qui ne corresponde nullement aux réalités. Le chemin à parcourir sera long; nous devons absolument nous mettre en marche. Plus qu'un vœu, c'est pour l'Assemblée une exigence.

C'est pourquoi l'Assemblée adresse ce plan, d'action à tous les gouvernements et parlements membres de l'UEO, de l'Union européenne et de l'Alliance atlantique ainsi

qu'à toutes les instances internationales concernées.

La présente Déclaration se fonde sur le rapport de la Commission politique sur « L'UEO et la défense européenne: au-delà d'Amsterdam » (Document 1636 en date du 15 mars 1999) et celui de la Commission de défense sur « Le sommet de l'OTAN et ses implications pour l'Europe » (Document 1637 en date du 15 mars 1999).

N. B. Traduzione non ufficiale

Documento 1638
L'ora della difesa
Piano d'azione proposto dall'Assemblea dell'UEO

Ci si offre un'occasione storica senza precedenti: quella di compiere un passo decisivo verso l'organizzazione della difesa in Europa, cosa fin qui risultata inattuabile in quanto non si era ancora raggiunta una convergenza delle condizioni di base, e i governi europei difettavano di una volontà politica comune.

Noi, parlamentari dell'Assemblea dell'UEO, membri dei rispettivi parlamenti nazionali, in forza della doppia legittimità conferitaci dall'elezione a suffragio universale diretto e dallo status di rappresentanti degli Stati membri, e investiti dell'autorità morale che ci deriva dall'appartenenza ad un'Assemblea che per 44 anni ha condotto il dibattito pubblico e assicurato il controllo democratico in seno all'UEO, proclamiamo che è giunto il momento di porre in atto un salto qualitativo al fine di dotare l'Unione europea di una capacità politica ed operativa in materia di difesa. L'anno che vede l'instaurazione dell'euro può essere anche quello in cui si disegna l'abbozzo di una difesa europea. Chiediamo pertanto con forza ai vari governi di essere all'altezza di questo storico appuntamento e di non ritrarsi di fronte alle proprie responsabilità.

Cosa deve cambiare

Le crisi di Bosnia, Albania e Kosovo hanno dimostrato (i) che in Europa possono verificarsi crisi, appunto, guerre e

pulizia etnica, (ii) che gli Europei non sono stati in grado di affrontare tali eventi con autorità ed efficacia. Questa situazione non può proseguire oltre.

La debolezza dell'Europa dipende in larga misura dal fatto che i governi europei si sono adagiati totalmente sulle garanzie di sicurezza offerte loro dagli Stati Uniti, in particolare attraverso l'azione della NATO. Detta situazione si è spinta a tal punto che si è venuta a creare una situazione di dipendenza e di squilibrio nefasta per l'Europa quanto per i nostri partner americani, che ci hanno con insistenza rivolto l'invito a ripartire più equamente il peso della difesa dell'Europa.

Reputiamo di fondamentale importanza sostenere, migliorare e allargare la NATO nel suo ruolo di organismo essenziale per la difesa e la sicurezza dell'emisfero settentrionale; ma si rende anche necessario provvedere a un riequilibrio della situazione perché l'Europa occupi il ruolo che le spetta in seno alla NATO e al di fuori di essa, nel contesto delle istituzioni dell'Europa unificata. Ciò comporta che l'Europa si preoccupi in più larga misura della propria sicurezza.

L'Assemblea dell'UEO dichiara di sostenere senza riserva il consolidamento e l'ampliamento della NATO, così come l'adozione di un nuovo concetto strategico appropriato volto a far fronte alle nuove sfide del futuro. Una NATO che

vogliamo forte ed efficace, in una concezione multipolare e non unipolare della geostrategia planetaria. Una NATO che sia garanzia di pace e di sicurezza per l'America e per l'Europa, e non strumento di mondializzazione o «guardia armata» del mondo. Una NATO in seno alla quale gli Europei daranno un contributo più importante e in cui saranno investiti di maggiori responsabilità. Una NATO, infine, rafforzata dalla coesione tra i suoi alleati transatlantici e perfettamente compatibile con le strutture europee di difesa e ad esse complementare.

L'indispensabile difesa europea

L'Assemblea insiste dunque con forza perché l'Europa abbia uno strumento di difesa proprio. Di fronte a certe crisi, la credibilità politica e l'autorità diplomatica dell'Europa devono essere rafforzate con una reale capacità di pressione militare. L'Europa deve poter intervenire militarmente se ciò si rendesse necessario, e deve farlo con efficacia. Ciò vuol dire che l'Europa deve dotarsi di un dispositivo proprio che poggi sulle strutture operative e militari dell'UEO; altrimenti non ci sarà difesa europea. È giunta dunque l'ora di prendere delle decisioni. L'Europa non può più continuare a progettare ipotesi istituzionali per il futuro. Il futuro non aspetta più.

L'Assemblea approva interamente l'approccio di Saint-Malo secondo il quale è in primo luogo il Consiglio europeo a dover essere dotato, su base intergovernativa, della capacità di decisione e di azione necessaria perché l'Europa sia in grado di assumere il proprio ruolo sulla scena internazionale.

Saint-Malo è un primo passo; ma sarebbe inutile costruire l'Europa dell'euro se essa non è capace di assicurare completamente la pace, la sicurezza e la libertà dei suoi cittadini. Perché ciò sia fatto, è indispensabile che tutti i paesi membri trovino un accordo sulla specificità e la finalità di un'Unione europea

dotata di una dimensione di sicurezza e di difesa.

Pertanto, l'Assemblea dell'UEO chiede con insistenza ai governi membri di dare prova di volontà politica e di passare all'azione, basandosi su idee e analisi solide, nei limiti imposti dalla prudenza e dalla fattibilità.

Finora l'UEO è stata il solo organismo europeo di difesa. Ha svolto un prolungato e importante compito ed è oggi in grado, grazie al Trattato di Bruxelles modificato, di fornire all'Europa considerevoli capacità di difesa. Questa è cosa nota¹, ma è sull'Unione europea che si deve innestare la nuova formula istituzionale della difesa europea.

Siamo d'accordo con il principio, e vogliamo che l'UE conservi tutte le capacità che sono oggi proprie dell'UEO. Vogliamo anche che, nel corso di un processo di trasferimento di competenze che sarà lungo e complesso, l'esperienza dell'UEO sia preservata. È necessario tenere conto della complessità dell'operazione. L'UEO può ancora trovare una soluzione a molti problemi; bisogna dunque considerare il suo passaggio all'UE come un processo durante il quale potrà, per un certo periodo di tempo, rivelarsi ancora molto utile ed efficace.

Siamo consapevoli che la difesa comune non è così vicina; sarà necessario procedere per tappe, e questa ne è la prima, ovvero quella che inaugura nell'UE la realizzazione di uno strumento di difesa avvalendosi di ciò che già esiste.

L'Assemblea si pronuncia quindi in favore di una graduale integrazione dell'UEO nell'UE, perché questa si faccia realmente strumento autonomo di difesa e di sicurezza dell'Europa e sia anche dotata di decisionalità politica e di una forza militare propria.

Proponiamo dunque ai governi europei membri del Consiglio nordatlantico, del

¹ L'insieme dei vantaggi presentati dall'UEO sono illustrati più particolareggiatamente nel paragrafo 40 del rapporto sull'UEO e sulla difesa europea: oltre Amsterdam (Documento 1636, 15 marzo 1999).

Consiglio dell'UEO e del Consiglio europeo di vegliare a ciò che sia adottata,

al Vertice di Washington,

una nuova concezione strategica che, rafforzando il legame transatlantico:

conservi la funzione « essenziale » dell'Alleanza che deve rimanere la difesa collettiva dei suoi membri, ma vi aggiunga, come funzione complementare, la partecipazione alla gestione delle crisi;

assicuri che ogni allargamento delle competenze dell'Alleanza rispetti l'autorità ultima dell'ONU e del suo Consiglio di sicurezza per quanto riguarda il mantenimento della pace;

assicuri la perfetta compatibilità tra le strutture euro-atlantiche e quelle della difesa europea;

garantisca lo sviluppo di un'identità europea di sicurezza e di difesa in seno alla NATO;

vegli acciocché i principi di Berlino e di Madrid per quanto si riferisce all'IESD e la consultazione, la coordinazione e la cooperazione tra l'UEO e la NATO siano ratificati e applicabili alla nuova formula istituzionale studiata su misura per l'UE;

assicuri che, dopo il vertice di Washington, il processo di organizzazione delle strutture politiche, giuridiche e militari proseguirà perché i mezzi della NATO possano essere utilizzati per operazioni condotte sotto il controllo politico e la direzione strategica degli europei;

garantisca che l'accordo-quadro sul trasferimento dei mezzi della NATO all'UEO e le disposizioni che mirano alla costituzione di una catena di comando europeo in seno alla NATO conferiranno una reale autonomia agli europei;

rispetti il principio per il quale, in caso di crisi, l'Europa (UE/UEO) prenda delle decisioni al di fuori della NATO sulle

misure che ritiene appropriate, anche di tipo militare.

Cosa è necessario fare a Brema e a Colonia

Tener conto dell'entrata in vigore del Trattato di Amsterdam con la volontà:

di dare all'UE la capacità e la responsabilità di agire con efficacia ed in modo credibile per quanto concerne la gestione delle crisi, ponendo come prima cosa l'UEO sotto l'autorità del Consiglio europeo;

di avviare un processo di progressiva integrazione dell'insieme delle funzioni dell'UEO nell'UE, in ambito intergovernativo, sia in un quarto pilastro, sia nel quadro della PESC;

di prendere le misure necessarie perché tale processo si realizzi senza abbandonare quello che l'esperienza dell'UEO in questa materia oggi rappresenta;

di conservare la clausola di mutua assistenza prevista dal V articolo del Trattato di Bruxelles modificato, che verrebbe ad essere parte integrante del Trattato revisionato sull'Unione europea e non una semplice opzione, oggetto di un protocollo separato.

È necessario assicurarsi che l'Unione europea, dotata di un'autonoma capacità di decisione e di azione, manterrà una propria capacità operativa, almeno equivalente a quella di cui l'UEO attualmente dispone. Ciò significa che, nel quadro dell'Unione europea, è indispensabile preservare un'autonoma capacità di analisi delle situazioni, di informazione e pianificazione simile a quella fornita dal Centro di crisi, dal Centro di pianificazione, dal Centro satellitare e dal Comitato militare dell'UEO, conservando allo stesso tempo la possibilità di fare ricorso ai mezzi della NATO o ai mezzi nazionali e multinazionali esterni alla struttura della NATO.

Attualmente, solo l'UEO fornisce ai paesi europei della NATO non membri

dell'UE e ai paesi dell'Europa centrale una possibilità concreta di partecipare alla formulazione di una politica europea di sicurezza e di beneficiare di uno spazio europeo di sicurezza. È quindi imperativo che, in occasione del trasferimento dei poteri dell'UEO all'Unione europea, i paesi membri ed i paesi associati dell'UEO vedano garantita la pienezza dei diritti di partecipazione di cui attualmente beneficiano.

Bisogna soprattutto mantenere il controllo democratico e il dibattito pubblico che la componente parlamentare garantisce, e non eliminare l'apporto della nuova formula, visto che la nostra Assemblea composta dai rappresentanti dei parlamenti nazionali continuerà ad esercitare tale funzione.

Una prospettiva, un calendario

L'Assemblea dell'UEO propone un processo coerente, efficace e realizzabile che si concretizzerebbe nel seguente modo:

Nell'immediato verrebbero gettate le basi di un processo che tenda a:

dare al Consiglio europeo un'autentica capacità operativa militare, trasferendogli la capacità di decisione e di comando dell'UEO;

dare inizio al processo di adattamento giuridico e istituzionale necessario perché l'Unione europea possa agire nell'ambito della gestione delle crisi;

programmare l'integrazione progressiva dell'UEO nell'UE;

dare la possibilità alle nuove istanze dell'UE di utilizzare i mezzi della NATO.

A medio termine:

realizzare l'integrazione via via che si determinerà il consenso per il trasferimento delle diverse competenze e istituzioni dell'UEO all'UE e si organizzerà la PESC;

A lungo termine:

pervenire a una difesa comune, a una difesa europea nell'UE, comportante di necessità l'articolazione tra l'UE e la NATO.

Realizzare un'Europa capace di svolgere il ruolo che da essa ci si aspetta a livello internazionale è una questione di volontà politica. È questa volontà politica che noi, membri dell'Assemblea, esprimiamo. Per questo indirizziamo tale messaggio pubblico ai nostri governi. È ora di finirla con i discorsi e passare ai fatti. I cittadini non vogliono più lasciarsi cullare da vane promesse; non vogliono un'Europa della PESC e della difesa che non corrisponde in alcun modo alle realtà. La strada da percorrere sarà lunga: dobbiamo assolutamente metterci in cammino. Per l'Assemblea questo, più che un desiderio, è un'esigenza.

L'Assemblea indirizza quindi questo piano d'azione a tutti i governi e parlamenti membri dell'UEO, dell'Unione europea e dell'Alleanza atlantica, così come a tutte le istituzioni internazionali interessate.

La presente Dichiarazione si fonda sul rapporto della Commissione politica su « L'UEO e la difesa europea: oltre Amsterdam » (Documento 1636 del 15 marzo 1999) e quello della Commissione di difesa su « Il vertice della NATO e le sue implicazioni per l'Europa » (Documento 1637 del 15 marzo 1999).